

## LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE AU SAHEL : CONSÉQUENCES ET PERSPECTIVES DU « TOURNANT AFRICAIN » DE L'ALLEMAGNE

Denis TULL

Chercheur Afrique de l'Ouest

### RÉSUMÉ

Depuis environ 2014, l'Allemagne a réévalué de façon inattendue l'importance accordée à l'Afrique dans le cadre de sa politique étrangère et de défense, notamment aux pays du Sahel. Cette *Note* décrit le tournant africain de l'Allemagne, les principaux facteurs ayant contribué à cette rupture et constituant le point de départ essentiel et nécessaire de la coopération franco-allemande au Sahel en train de se mettre en place. Il s'ensuit une brève discussion des perceptions allemandes de la politique africaine de la France, aujourd'hui moins négatives que dans le passé encore récent, favorisant, comme la convergence d'intérêts en cours, un rapprochement en terme de politique de sécurité, dont les modalités indirectes et directes notamment au Mali sont décrites dans cette *Note*. Finalement, l'auteur interroge les perspectives de la coopération en fonction des contraintes et priorités du partenaire allemand qui, sur le plan militaire, a probablement atteint les limites de son engagement au Sahel.

### SOMMAIRE

Introduction .....	2
La politique africaine allemande .....	2
<i>L'Allemagne en quête d'objectif(s)</i> .....	2
<i>La montée graduelle d'une politique de sécurité allemande</i> .....	3
Le tournant africain de l'Allemagne .....	4
<i>Prise de responsabilités internationales</i> .....	4
<i>La crise des réfugiés</i> .....	5
Perceptions allemandes de la politique africaine de la France .....	6
<i>Une « Françafrique » qui a la vie dure</i> .....	6
<i>Les mauvaises perceptions en recul depuis Hollande</i> .....	6
La coopération opérationnelle au Mali et au Sahel .....	7
<i>Un engagement allemand inédit en Afrique</i> .....	7
<i>La coopération bilatérale concrète</i> .....	8
Perspectives pour la coopération franco-allemande au Sahel .....	9
<i>Les limites de l'engagement militaire allemand</i> .....	9
Un choix plus probable : renforcer les capacités des partenaires locaux .....	10
Conclusion .....	10

# INTRODUCTION

Depuis environ 2014, l'Allemagne a réévalué de façon inattendue l'importance accordée à l'Afrique dans le cadre de sa politique étrangère et de défense, notamment par rapport aux pays du Sahel. S'il pourrait sembler prématuré d'en conclure que l'Afrique occupe désormais une place prioritaire dans les relations extérieures allemandes, il n'en reste pas moins que ce « tournant africain » de l'Allemagne revêt de l'importance. Cette note s'interroge en premier lieu sur la coopération franco-allemande en Afrique et son avenir, portée désormais par des intérêts plus ou moins convergents pour renforcer les efforts internationaux visant à stabiliser le Mali et le Sahel, un objectif qui est très loin d'être atteint. Cette coopération franco-allemande au Sahel pourrait aussi donner une impulsion décisive à la politique de Défense de l'Union européenne (UE) dans un contexte qui présente de multiples défis (Brexit, les incertitudes sur le rôle futur des États-Unis, les turbulences qui secouent toutes les régions dans le voisinage de l'UE)<sup>1</sup>.

Cette note décrit les changements récents de la politique africaine de l'Allemagne, qui constituent le point de départ essentiel et nécessaire de la coopération franco-allemande au Sahel. Il en suit une brève discussion des perceptions allemandes de la politique africaine de la France qui sont aujourd'hui moins négatives que dans le passé encore récent, favorisant, comme la convergence d'intérêts en cours, un rapprochement en termes de politique de sécurité, dont les modalités indirectes et directes notamment au Mali sont décrites dans cette *Note*. Finalement, la note s'interroge sur les perspectives de la coopération en fonction des contraintes et priorités du partenaire allemand.

## LA POLITIQUE AFRICAINE ALLEMANDE

Pendant la décennie qui a précédé la « découverte de l'Afrique par l'Allemagne », en occurrence la période de 2004 à 2014, le continent a connu une attention mitigée<sup>2</sup>. D'un côté, l'Afrique restait une région assez secondaire comme l'illustre le fait que la Chancelière Merkel n'ait entamé que deux voyages officiels pendant cette période<sup>3</sup>. Pourtant, l'intérêt allemand pour l'Afrique s'est légèrement mais progressivement accru, notamment par la participation renforcée aux missions et opérations de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE. De ce point de vue, le « tournant africain » en cours est l'aboutissement d'un changement graduel porté depuis environ dix ans par des questions sécuritaires. Toujours est-il que la « crise des réfugiés » et ses répercussions sur le plan de la politique intérieure ont incité la chancelière Angela Merkel, jusque-là peu intéressée par le continent, à reconsidérer son approche mesurée.

### L'Allemagne en quête d'objectif(s)

L'Afrique subsaharienne a toujours été considérée par les milieux politiques allemands comme une région marginale pour ses intérêts, si bien que des objectifs et priorités étaient difficiles à identifier, tant sur le plan géographique que thématique<sup>4</sup>. Outre l'Afrique du Sud qui est de très loin considérée comme le pays le plus important en termes économiques et politiques, et des liens relativement denses avec les anciennes colonies (Togo, Cameroun, Tanzanie, Burundi, Rwanda, Namibie), la politique africaine allemande était préoccupée, jusque très récemment, par des questions humanitaires et de développement. D'ailleurs, il semble à peine exagéré d'affirmer que la politique africaine de l'Allemagne et sa politique d'aide au développement étaient en fait une seule et même chose. Si des bouleversements sont en cours, il reste à noter que le poids des politiques de développement dans l'orientation allemande reste important et que le ministre de la Coopération économique (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit, BMZ) continue à se revendiquer comme le « ministère Afrique ». La prépondérance traditionnelle de l'aide au développement s'est aussi traduite au niveau parlementaire. Les membres des commissions parlementaires importantes (Défense,

1. Cette note de recherche s'appuie un nombre d'entretiens avec des officiels (Affaires étrangères, Défense) allemands et français à Berlin, Paris et Bamako en avril et juin 2017. Afin d'assurer l'anonymat des interlocuteurs, les références aux entretiens ne sont pas mentionnées.

2. Voir aussi Ulf Engel, « Networked Security Between 'Restrained' and 'Responsibility'. Germany's Security Policy towards Africa », *Journal of Military and Strategic Studies*, 17:2, 2016, pp. 60-69.

3. En 2007 et 2011. Les voyages peu fréquents (au rythme d'un par an) des ministres des Affaires étrangères et de la Défense illustrent aussi que l'Afrique n'est pas une priorité.

4. Dans les ministères allemands, le terme « Afrique » est traditionnellement réservé à la région subsaharienne alors que dans la répartition régionale au sein de la bureaucratie, les pays du Maghreb font partie de la région Moyen-Orient.

Affaires étrangères) ne se distinguaient guère par un intérêt pour des questions africaines, qui ont été reléguées aux commissions de développement ou des questions humanitaires et des droits de l'homme.

Sur le plan économique, l'Afrique subsaharienne était et reste un partenaire négligeable, malgré un discours récent – en Allemagne comme ailleurs – qui met en avant l'émergence économique de l'Afrique et les opportunités qui s'y trouveraient. En 2016, le commerce entre l'Allemagne et l'Afrique subsaharienne s'élevait à 22 milliards d'euros, soit 1,24% du commerce extérieur de l'Allemagne. Ce niveau est stable, voire en recul, depuis de nombreuses années<sup>5</sup>. L'Afrique du Sud est de très loin le partenaire le plus important, représentant environ 45% du commerce entre l'Allemagne et l'Afrique subsaharienne. En Afrique de l'Ouest, le Nigeria et la Côte d'Ivoire ont suscité un certain intérêt pour les exportateurs allemands. Enfin, ces dernières années, l'intérêt économique s'est surtout porté sur les pays d'Afrique de l'Est, perçus comme plus stables et plus dynamiques sur le plan de l'intégration régionale que le reste du continent<sup>6</sup>.

En termes d'investissement politique, et malgré un désintérêt manifeste, l'Allemagne entretient depuis de nombreuses années un des réseaux diplomatiques les plus étendus, avec 38 ambassades sur le continent. Sur le plan sécuritaire, l'Afrique n'a jamais été perçue comme un lieu stratégique, malgré des coopérations ponctuelles bilatérales. Au fond, cette situation n'a pas changé avec la montée en puissance des activités de l'UE à partir de 2003 (Opération Artémis en République démocratique du Congo, RDC) et le fait que l'Afrique soit devenue de très loin la région la plus ciblée par les missions et opérations de l'UE – au nombre de 17 jusqu'à aujourd'hui<sup>7</sup>.

## La montée graduelle d'une politique de sécurité allemande

La participation allemande à ces missions et opérations PSDC a été et reste généralement modeste, avec l'exception de l'opération EUFOR RDC en 2006. Cette dernière était non seulement dirigée par l'Allemagne depuis son état-major pour les opérations extérieures à Potsdam, mais en plus, Berlin fournissait l'un des plus grands contingents (780 soldats), juste derrière la France. Rétrospectivement, la participation à l'EUFOR RDC ne s'est pas avérée être la rupture ayant conduit l'Allemagne à un tournant plus activiste sur le plan militaire en Afrique, comme certains le craignaient à l'époque à Berlin. Ces appréhensions et les controverses parfois virulentes occasionnées par l'opération EUFOR RDC témoignaient bien plutôt de l'attitude des décideurs politiques allemands et de l'opinion publique sur l'Afrique en général : on doutait fortement d'y avoir de véritables intérêts, encore moins qui justifieraient le déploiement de soldats. Enfin, la participation de l'Allemagne a confirmé une fois de plus certains principes dès lors qu'il s'agit d'engager son personnel militaire : une grande réticence générale concernant l'emploi du militaire, un minimum de risques pour les soldats déployés, un cadre multilatéral (UE, OTAN ou ONU) et un mandat par le Conseil de sécurité onusien.

Cela étant, l'EUFOR RDC, et plus généralement la multiplication des opérations et missions PSDC sur le continent africain, ont eu deux conséquences sur la politique allemande vis-à-vis de l'Afrique.

D'une part, cette opération a, une fois de plus, confirmé une impression qui reste très répandue à Berlin : quand il s'agit des engagements dans le cadre de la PSDC de l'UE en Afrique, Berlin se voit poussé, voire « téléguidé », par les autres pays européens, notamment les anciennes puissances coloniales, au lieu et en absence d'un agenda allemand propre.

D'autre part, les thématiques sécuritaires africaines se sont invitées indirectement sur l'agenda politique de Berlin, obligeant le gouvernement et le Parlement allemands à se positionner. La persistance de ces sujets depuis les années 2000 a finalement contribué à la nécessité de clarifier davantage la politique africaine allemande<sup>8</sup>. Le gouvernement s'est donc efforcé de déterminer les intérêts et objectifs de l'Allemagne en Afrique. Différents documents officiels (« le concept africain » en 2011, les « lignes directrices de la politique africaine allemande » en 2014) ont résulté (ou bien sont nés) de ces exercices d'« autovérification »<sup>9</sup>.

Certes, l'élaboration de ces documents a initié un débat sur la politique de l'Allemagne, mais elle n'a ni placé l'Afrique parmi les priorités de sa politique étrangère et de défense, ni permis à Berlin de concevoir une véritable stratégie de politique africaine. Cet état des lieux a permis aux différents ministères de maintenir un certain degré d'autonomie,

5. « Nord-Süd-Gefälle im deutschen Handel mit Afrika », *German Trade and Invest*, 21 mars 2017.

6. « Deutsche Konzerne sind in Afrika noch zögerlich », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11 décembre 2016.

7. [Military and Civilian Missions and Operations](#), *EEAS Europa*, mai 2016.

8. Tobias Koepf, « L'Allemagne à la recherche d'une stratégie de politique africaine », *Note du Cerfa*, IFRI, 2015.

9. [Deutschland und Afrika. Konzept der Bundesregierung](#), Berlin, 2011; [Afrikapolitische Leitlinien der Bundesregierung](#), Berlin 2014.

suffisant pour poursuivre leur propre agenda, à l'instar du ministère de la coopération allemande. Ainsi, la cohérence interministérielle reste toujours un défi<sup>10</sup>.

## LE TOURNANT AFRICAIN DE L'ALLEMAGNE

C'est à partir de 2014 que la posture de l'Allemagne envers l'Afrique et le regard qu'elle porte sur le continent ont changé d'une façon sensible. Plusieurs facteurs y ont contribué.

### Prise de responsabilités internationales

Le premier vecteur de ce changement est une modification générale de la politique étrangère allemande. En 2014, la grande coalition entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates a fait émerger un nouveau discours qui a affiché la volonté de l'Allemagne d'assumer davantage de responsabilités sur la scène internationale, notamment dans la gestion des crises, perçues comme de plus en plus nombreuses (Syrie, Ukraine, Libye, zone Euro)<sup>11</sup>. Un indice de la mise en œuvre de ce volontarisme a été la réorganisation au sein du ministère des Affaires étrangères qui a abouti, en 2015, à la création d'une vaste division « prévention de crises, stabilisation et gestion post-conflit » dotée de moyens importants (personnel, budget)<sup>12</sup>.

Un deuxième indice de cette volonté de prendre davantage de responsabilités est la participation allemande à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à partir de 2013, première participation allemande d'envergure en termes d'effectifs à une opération de paix des Nations unies<sup>13</sup>. Cet engagement a en réalité précédé l'appel de la France à la solidarité de ses partenaires fin 2015<sup>14</sup>. En tout état de cause, ce sont les manifestations concrètes de l'existence d'une crise régionale, voire globale, au Sahel (conflits armés, criminalité organisée, terrorisme, « effondrement étatique », etc.) qui ont contribué, selon des diplomates allemands, à une prise de conscience à Berlin de cet enjeu majeur dans le voisinage immédiat de l'Europe. Néanmoins, l'attention du gouvernement allemand s'est portée, au fur et à mesure, sur une thématique sahélienne – la migration – dont les liens avec les défis de sécurité sont loin d'être évidents, comme nous l'expliquerons plus loin et qui est perçue comme nettement plus importante que la question du terrorisme.

Sur le plan militaire, si le gouvernement s'est dit prêt à augmenter son engagement sécuritaire au Mali, cette politique reste conditionnée à certains principes et idées : i) Le déploiement de soldats allemands dont le mandat de combat est pratiquement exclu<sup>15</sup> ; ii) L'exigence, préalable à tout engagement militaire, d'un cadre multilatéral ; iii) Le fait que l'outil militaire ne peut être qu'un élément parmi d'autres dans une « approche globale » de gestion de crises ; iv) En cohérence avec cette réticence militaire, l'accent mis par le gouvernement sur la responsabilisation des acteurs locaux et régionaux. Ceci se traduit par un soutien aux missions de formation de l'UE destinées à reconstruire les appareils de sécurité dans les pays en crise (par exemple EUTM Somalia ; EUPOL et EUSEC RDC ; EUTM Mali) et un soutien financier et technique important à l'Union africaine, aux communautés sous-régionales, c'est-à-dire à l'Architecture africaine pour la paix et la sécurité (APSA) et un investissement d'une façon plus générale en faveur de l'intégration régionale en Afrique.

10. Tobias Koepf, *L'Allemagne à la recherche d'une stratégie*, op. cit., p. 14.

11. Le point de départ étant les discours synchronisés du Président Joachim Gauck et des ministres des Affaires étrangères (F.-W. Steinmeier) et de la Défense (U. von der Leyen) lors de la conférence de sécurité à Munich (31 janvier- 1 février 2014). Pour une analyse utile sur l'évolution, Philippe Etienne, « L'Allemagne et la défense en 2017 : une 'puissance réfléchie' au cœur du projet européen », *Revue Défense Nationale*, n°800, mai 2017, p.68-75. Voir aussi Markus Kaim et Hilmar Linnenkamp, *The New White Paper 2016 – Promoting Greater Understanding of Security Policy ?*, German Institute for International and Security Affairs, 2017.

12. La division « stabilisation » dispose d'un budget de 300 millions d'euros et d'un effectif de 130 personnes.

13. Les engagements au Kosovo et en Afghanistan, mandatés par l'ONU, ont été effectués dans le cadre de l'OTAN. La mission maritime au Liban (UNIFIL) à laquelle l'Allemagne a participé au début de l'année (2006) avec 900 soldats représente un cas particulier. En termes de financement, l'Allemagne est le quatrième contributeur (avec 6,4%) à la fois du budget de l'ONU et des opérations de paix.

14. En cela, les propos que la chancelière Merkel a tenus lors de sa visite au Mali en octobre 2016 peuvent être relativisés. Celle-ci a en effet suggéré que le déploiement des soldats allemands au nord Mali (Gao) faisait aussi, voire surtout suite à la demande du partenaire français.

15. Voir l'interview avec la ministre de Défense, Ursula von der Leyen, « Alleingänge mit deutschen Soldaten wird es nicht geben », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11 février 2014.

## La crise des réfugiés

Le deuxième vecteur d'un changement politique a été « la crise des réfugiés ». Si la politique d'accueil de quelque 890 000 réfugiés (surtout syriens et irakiens) au cours de l'année 2015 a été largement soutenue par la majorité des partis politiques et par la population allemande, il a aussi créé des tensions politiques importantes. Par conséquent, la migration est devenue un enjeu de la politique intérieure. Dans ce contexte, la chancelière a attiré l'attention sur l'Afrique, les déplacements de populations et migrations ainsi que la croissance démographique, déclarant que la migration africaine serait un « problème capital » qui exigerait de l'Allemagne qu'elle s'intéresse nettement plus au continent<sup>16</sup>. Si ce virage vers l'Afrique était inattendu, voire surprenant, Angela Merkel l'a soutenu depuis, laissant peu de doute sur le fait que la question des migrations africaines vers l'Europe ainsi que celle de la croissance démographique sont devenues une préoccupation affichée. Déclarant que le développement de l'Afrique serait « le plus grand défi de notre époque », elle a créé un discours qui établit un lien entre pauvreté et migrations et qui exigerait donc des politiques de développement plus efficaces, davantage d'investissements privés, la création d'emplois, etc.

En outre, le gouvernement allemand semble avoir identifié, peut-être pour la première fois, un intérêt stratégique vis-à-vis de l'Afrique. Depuis 2016, ceci a généré une multitude d'activités qui signalent que l'Afrique est devenue, pour le moment, une priorité de la politique étrangère allemande. Plusieurs partis politiques (dont la CDU et la SPD) ont rédigé des notes conceptuelles sur la politique africaine, démontrant des divergences dans les nuances plus que sur le fond. Jusque-là plutôt absents du débat sur la politique africaine, le ministère des Finances et le ministère de l'Économie se sont activement positionnés, quitte à susciter la rancune du BMZ menacé sur sa chasse gardée. C'est ainsi que l'Afrique a été élevée au rang de sujet majeur de la présidence allemande du G20 en 2017, mobilisant un nombre d'institutions internationales pour un « Compact » qui devrait accélérer le développement africain<sup>17</sup>.

Au regard des liens modestes de l'Allemagne avec l'Afrique et étant donné que le pays n'est pas une destination majeure des migrants africains (et encore moins des réfugiés du continent), le tournant africain du gouvernement allemand apparaît assez surprenant. Certains diplomates y voient une stratégie de la chancelière pour sortir du mode défensif qu'elle s'était vue forcée à adopter en réponse aux critiques de sa politique d'accueil des réfugiés. Selon cet avis, le tournant africain sert à construire un récit qui modifie la focale et la perspective, voulant ainsi souligner la volonté et la capacité du gouvernement à agir de façon prospective et stratégique afin d'anticiper et de gérer des crises qui pourraient avoir un impact sur l'Allemagne. En même temps, le tournant africain semble avoir pris trop d'ampleur pour n'être qu'un simple élément de court terme répondant à des attentes de la politique intérieure. D'ailleurs, il existe un appui politique pour un engagement renforcé en Afrique parmi les partis politiques représentés au parlement. L'opinion publique allemande y est, elle aussi, favorable. Selon un sondage mené fin 2016, 68% des personnes soutenaient un engagement allemand plus important en Afrique. La plupart des Allemands souhaitent davantage d'aide au développement (82%), plus d'investissements dans les économies africaines (72%) et plus d'aide pour la gestion des crises de réfugiés en l'Afrique (70%)<sup>18</sup>. Par ailleurs, 41% plaidaient pour un engagement militaire contre les terroristes, un chiffre étonnant au vu du scepticisme allemand vis-à-vis des opérations militaires<sup>19</sup>. Pourtant, le livre blanc sur la défense nationale, publié en 2016, parle peu de l'Afrique<sup>20</sup>.

16. « Merkel : 'Afrika ist das zentrale Problem' », *Süddeutsche Zeitung*, 22 juin 2016.

17. Pour une critique sévère du « Compact » de deux économistes allemands, voir Helmut Reisen et Robert Kappel, « [G20 : Africa's Loss](#) », 17 juillet 2017. Voir aussi Robert Kappel, « New Horizons for Germany's Africa Policy », *GIGA Working Papers*, 2017.

18. *Internationale Politik*, 11/12, 2016, p. 5.

19. En février 2014, seulement 18 % des enquêtés avaient affirmé être en principe en faveur d'un plus grand emploi de l'outil militaire comme instrument de la politique étrangère.

20. Bundesregierung, *Weissbuch zur Sicherheitspolitik und zur Zukunft der Bundeswehr*, Berlin 2016.

# PERCEPTIONS ALLEMANDES DE LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE

Le tournant africain de l'Allemagne a eu comme résultat notable que les gouvernements français et allemand s'accordent pour la première fois sur l'idée que l'Afrique – et notamment le Sahel – constitue un enjeu stratégique. Même si les priorités des uns (le terrorisme pour la France) et des autres (les migrations pour l'Allemagne) ne sont pas identiques, elles apparaissent néanmoins largement compatibles, voire congruentes surtout en ce qui concerne la sécurisation de l'Afrique et de ses frontières, conçue comme un lieu de menaces et de risques.

## Une « Françafrique » qui a la vie dure

Si une coopération franco-allemande renforcée est aujourd'hui à l'ordre du jour, elle n'est pas aussi évidente qu'elle n'y paraît. Traditionnellement, dans les milieux politiques et ministériels berlinois, la réputation de la politique française en Afrique est, d'une façon générale, assez mauvaise<sup>21</sup>. Il y prévaut la perception d'une politique africaine française qui poursuit sans relâche des intérêts économiques et politiques particuliers, recourt à des pratiques douteuses (« mallettes »), soutient des dictateurs et ne se soucie guère des valeurs démocratiques, droits de l'homme, etc. Selon cette perception, la politique africaine de la France serait caractérisée par le paternalisme, le court-termisme et une attitude de « grande puissance dépassée ». Bref, on y reconnaît le cliché d'une « Françafrique » qui a la vie dure. Cette image de la politique africaine française qui prévaut au sein des milieux décisionnels allemands contraste avec la perception présumée de leur propre image en Afrique, qui découlerait d'une position désintéressée en Afrique. Par conséquent, il y a une conviction – pas totalement erronée – de jouir d'une grande popularité dans les pays africains, y compris dans certaines anciennes colonies<sup>22</sup>.

En outre, il prévaut à Berlin la perception selon laquelle la France reste enfermée dans une logique excessivement militaire qui manquerait d'explorer suffisamment des voies et solutions politiques dans la gestion des crises, et qui négligerait en amont les conséquences de ses interventions militaires, par exemple en Libye en 2011. En 2012, un officiel allemand résumait ainsi la perception allemande sur l'attitude française : « Il y a un problème ? Nous avons une solution militaire<sup>23</sup>. »

Dans le même ordre d'idées, les efforts français récurrents pour mobiliser l'Union européenne en Afrique ont été souvent soupçonnés de vouloir instrumentaliser les opérations de la PSDC et donc de mobiliser les alliés afin de poursuivre des intérêts particuliers. Selon une opinion répandue, le cas d'école est celui de la mission EUFOR Tchad/RCA (2008-2009) qui a fortement endommagé la crédibilité de la politique française, comme d'ailleurs le quinquennat de Nicolas Sarkozy (2007-2012) en général, en raison, entre autres, de l'intervention en Libye<sup>24</sup>.

Cette perception négative de la politique africaine de la France reste aujourd'hui assez forte, surtout dans une partie du milieu parlementaire et parmi les médias allemands qui font régulièrement allusion à une politique africaine de la France dont l'Allemagne devrait se méfier<sup>25</sup>.

## Les mauvaises perceptions en recul depuis Hollande

Pourtant, le quinquennat de François Hollande a contribué à améliorer sensiblement l'image de la politique africaine de la France dans les ministères (Affaires étrangères, Défense). François Hollande est crédité pour ses efforts destinés à normaliser les relations avec les anciennes colonies, même si des observateurs allemands constatent des résistances, tant en France qu'en Afrique. Les interventions au Mali (janvier 2013) et en République centrafricaine (décembre 2013) ne sont généralement pas perçues comme des articulations d'intérêts « douteux ». L'Opération Serval au Mali,

21. Les perceptions allemandes de cette section sont décrites dans l'étude d'Andreas Mehler et Christian von Soest, *La politique africaine de l'Allemagne : quelles convergences avec la France ?*, Note du Cerfa, IFRI, 2012. Les observations et entretiens que l'auteur de cette note a pu faire au cours de la décennie passée à Berlin se conforment avec celles de Mehler et von Soest.

22. Il va sans dire que cet imaginaire allemand écarte une partie de la réalité. Pour ne fournir que deux exemples : le Cameroun est un pays partenaire prioritaire de la coopération économique allemande, alors que ce pays ne remplit aucune des conditions officielles (respect pour les droits de l'homme, volonté d'entamer des réformes, etc.). En ce qui concerne la Namibie, l'Allemagne peine toujours à reconnaître le génocide que les colons allemands ont commis contre les populations Herero et Nama (1904-1908).

23. Andreas Mehler et Christian von Soest, *La politique africaine de l'Allemagne*, op. cit., p. 16.

24. La dégradation est constatée par Andreas Mehler et Christian von Soest, *La politique africaine de l'Allemagne*, op. cit., p. 18.

25. Pour un exemple pertinent, voir « [Frankreichs Afrikapolitik in der Kritik. Alte Seilschaften und neue Begehrlichkeiten](#) », *Deutschlandfunk*, 19 mai 2017.

par exemple, a été suivie avec beaucoup de bienveillance et a reçu un soutien politique et, dans une moindre mesure, logistique<sup>26</sup>.

De façon plus positive, les milieux berlinois reconnaissent de façon unanime le vaste réservoir d'expertise et d'expériences ainsi que les réseaux dont la France dispose en Afrique. En ceci, celle-ci « joue dans une autre division » que l'Allemagne. La compétence de l'appareil diplomatique et militaire français est reconnue. Pour ce qui est du premier, un diplomate allemand a apprécié « le tour de force » de la diplomatie française par rapport à la gestion de la crise malienne en 2013 et sa capacité à mobiliser des soutiens internationaux (ONU, UE). Pour un autre diplomate à Berlin, le fait d'avoir réussi à engager les alliés européens de façon aussi forte et durable dans la crise malienne, y compris l'Allemagne, compte parmi les succès majeurs de la politique étrangère du quinquennat Hollande.

Aujourd'hui, dans les ministères allemands, la coopération avec les collègues français.es est généralement considérée comme bonne, tant au niveau bilatéral que dans le cadre européen. Les consultations, parfois à l'invitation de Paris, se sont intensifiées avec l'engagement grandissant de l'Allemagne, ce qui est apprécié à Berlin. Toutefois, certains expriment l'impression de ne pas toujours être pris au sérieux par leurs homologues français.es qui considéreraient mécaniquement, voire « naturellement » mieux analyser et comprendre « l'Afrique ». Il y a une perception chez certains officiels à Berlin que les « Français veulent bel et bien coopérer, mais à condition que ce soit eux qui définissent la ligne de conduite. » Un manque de communication et de partage d'informations est également déploré. En revanche, certains constatent la mauvaise réputation de la France en Afrique (y compris au Mali et au Niger) et s'inquiètent qu'une coopération de plus en plus étroite avec la France puisse endommager l'image positive de l'Allemagne dans ces pays.

En résumé, les mauvaises perceptions de la « Françafrique » sont nettement en recul en Allemagne, surtout au sein de la bureaucratie gouvernementale, ce qui facilite sans doute une coopération franco-allemande renforcée au Sahel. Toutefois, il reste quelques appréhensions sur la manière d'approcher cette coopération sur laquelle pourtant, peu de divergences de fonds sont perceptibles<sup>27</sup>.

## LA COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE AU MALI ET AU SAHEL

Depuis le déclenchement de l'opération Serval en 2013, la coopération franco-allemande au Sahel a nettement avancé du fait d'une convergence d'intérêts dans la zone. Aujourd'hui elle se veut multidimensionnelle, couvrant le champ diplomatique, les politiques de développement et la politique de défense et de sécurité au sens large.

### Un engagement allemand inédit en Afrique

Sur le plan diplomatique, elle a abouti à une intensification des échanges et des consultations entre Paris et Berlin et, sur le plan symbolique, deux visites conjointes des ministres des Affaires étrangères au Mali et Niger (mai 2016) et au Mali (juin 2017). En termes de politiques de développement, on peut évoquer l'initiative pour une « Alliance pour le Sahel », lancée lors du conseil ministériel franco-allemand à Paris en juin 2017 et qui cherche à améliorer l'efficacité de l'aide au développement<sup>28</sup>. En août, une initiative franco-allemande visait à renforcer la coopération entre l'UE et certains états sahéliens (Libye, Tchad, Niger) dans la lutte contre la migration.

La politique de défense et de sécurité est aujourd'hui sans doute le domaine dans lequel la coopération a le plus clairement avancé. De façon indirecte, la coopération se manifeste à travers les contributions allemandes à la stabilisation du Mali, notamment via ses contingents au sein de la MINUSMA et des missions PSDC de l'UE (EUTM Mali, EUCAP Sahel-Mali). Avec une contribution initiale de 150 soldats pour la MINUSMA en 2013, l'Allemagne a progressivement élargi son dispositif en termes de contributions matérielles et d'effectifs. Ceci s'explique en partie par l'appel de la France aux alliés européens suite aux attentats de novembre 2015<sup>29</sup>.

26. « Qui participe à l'Opération Serval au Mali ? », *Le Monde*, 29 janvier 2013.

27. La tendance de la France à négliger la question des droits de l'homme et des normes démocratiques au Tchad a été évoquée par plusieurs interlocuteurs allemands.

28. « [Une Alliance pour le Sahel](#) », Conseil des ministres franco-allemand, Paris, 13 juillet 2017.

29. Pour une description minutieuse du processus décisionnel allemand pour le cas du Mali (et de la Libye), voir Michael Hanisch, *German Foreign and Security Policy. Determinants of German Military Engagement in Africa since 2011*, Naval Postgraduate School, 2015.

En juillet 2017, l'engagement militaire allemand s'élevait à 889 soldats dans la MINUSMA (la contribution de la France à la MINUSMA s'élève à 33 policiers et officiers d'armée) et 139 soldats pour EUTM Mali, faisant du Mali actuellement la plus grande opération militaire extérieure de l'Allemagne, dépassant à peine l'engagement continu en Afghanistan.<sup>30</sup> Ensemble la participation aux deux missions (EUTM, MINUSMA) fait du Mali, de très loin, la plus grande opération militaire allemande qui ait jamais eu lieu en Afrique. Au-delà des effectifs déployés, la contribution en termes d'hélicoptères (4 hélicoptères de transport NH90 et 4 hélicoptères d'attaque de type Tigre) et de drones (dont 1 du type Heron) depuis 2016 est également à signaler, ainsi que la prise en charge de missions de commandement. L'Allemagne a ainsi dirigé la mission EUCAP Sahel-Mali (2014-2017) et a assuré, pendant un an (2015), le commandement de l'EUTM Mali à laquelle le pays a contribué à travers l'un des contingents nationaux les plus importants.

Du point de vue du gouvernement français, on se félicite de l'apport allemand. Politiquement, la présence, voire l'élargissement, de l'engagement allemand passe comme un signe important que « la France n'est pas seule », voire qu'elle cherche à dépasser l'approche unilatérale en mobilisant les partenaires européens et internationaux et en s'inscrivant dans une approche multilatérale. Les effectifs et les équipements haut de gamme (hélicoptères et drones) qui ont été mis au service de la MINUSMA sont particulièrement appréciés. Or, force est de constater que les contraintes inhérentes de la politique de défense allemande s'expriment dans des limites opérationnelles importantes qui sont de nature à créer des frustrations auprès du partenaire français<sup>31</sup>. Au premier plan, l'aversion allemande contre les risques pour les soldats déployés reste une contrainte primordiale<sup>32</sup>. C'est ainsi que les soldats allemands au Mali sont soumis à des caveats importants. En conséquence, le contingent au sein de la MINUSMA reste largement enfermé dans son camp à Gao où leur tâche porte sur la collecte et l'analyse d'informations par le renseignement électronique. Tout mouvement en dehors du camp est soumis à des conditions sécuritaires strictes afin d'assurer la possibilité d'évacuations médicales d'urgence dans un délai très court. L'utilisation des hélicoptères allemands fait également l'objet de nombreuses restrictions. Dans le même ordre d'idées, et pour des raisons de sécurité, l'Allemagne s'est longtemps opposée à un élargissement géographique des activités de l'EUTM Mali, ce qui a limité l'efficacité de la mission en la contraignant pendant longtemps à poursuivre ses formations à Koulikouro, près de Bamako<sup>33</sup>.

## La coopération bilatérale concrète

Sur le plan de la coopération bilatérale et donc directe, on peut souligner le soutien allemand pour l'Opération Barkhane en termes logistiques depuis avril 2016. Ainsi, deux avions Transall et un détachement de militaires allemands ont été accueillis sur la base militaire française à Niamey. En premier lieu déployés dans le cadre de la participation allemande à la MINUSMA et à EUTM Mali, ils fournissent également un soutien logistique important pour le transport de matériel et d'hommes au profit de la force Barkhane<sup>34</sup>.

Plusieurs projets bilatéraux concrets sont en cours de préparation. Il s'agit notamment du déploiement d'une partie de la brigade franco-allemande (prévu pour 2018) et surtout de mesures en appui des forces armées sahéliennes. Par exemple, un soutien renforcé pour le G5 Sahel est étroitement coordonné entre les deux pays<sup>35</sup>. Dans ce cadre, l'Allemagne a annoncé un soutien matériel au Collège de défense du G5 Sahel à Nouakchott qui va assurer la formation d'officiers militaires du G5. Elle a également annoncé sa volonté de financer la formation d'officiers liaison du G5 dans le cadre de la régionalisation de l'EUTM Mali. Des soutiens qui visent la complémentarité sont prévus pour la Force Conjointe du G5 Sahel sur le plan de la mobilité, l'équipement et le conseil. Des mesures en soutien à l'armée nigérienne seraient également à l'agenda.

30. En juillet 2017, 3 251 soldats allemands étaient engagés dans 14 opérations extérieures, voir [lien](#).

31. Voir aussi Manuel Lafont Rapnouil, [Paris to Berlin : Just Do It !](#), Blog PeaceLab 2016, 25 août 2016.

32. Dans l'acception française, l'approche allemande vise « zéro mort ».

33. Ceci a changé depuis mai 2017 avec le troisième mandat de l'EUTM qui permet à la mission d'élargir sa zone d'engagement jusqu'à la boucle du Niger et inclut aussi les villes de Gao et de Tombouctou.

34. « [Barkhane : La base aérienne de Niamey accueille deux avions allemands en soutien de la MINUSMA](#) », ministère français de la Défense, 24 mai 2016.

35. Voir « [Deutschland und Frankreich unterstützen gemeinsam G5 Sahel](#) », *ministère allemand de la Défense*, 13 avril 2017.

# PERSPECTIVES POUR LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE AU SAHEL

Au vu de l'évolution toujours préoccupante de la situation sécuritaire au Mali et dans les pays voisins, il paraît fort probable que l'engagement international demeure élevé ou augmente. En conséquence, un renforcement de la coopération franco-allemande et européenne va rester de mise<sup>36</sup>. Pourrait-on cependant aller jusqu'à envisager que l'Allemagne élargisse ou intensifie son programme militaire et sécuritaire au Sahel ?

## Les limites de l'engagement militaire allemand

Si l'engagement militaire de l'Allemagne au Mali a significativement évolué depuis ses débuts timides en 2013, cet engagement reste cependant circonscrit, en conformité avec les principes généraux du pays dans la conduite de sa politique de défense et sa politique intérieure. Dans un théâtre à haut risque comme le Mali, une augmentation qualitative ou quantitative de l'engagement allemand militaire semble plutôt improbable<sup>37</sup>. En dépit de son envergure, l'engagement militaire allemand au Mali est loin de faire l'unanimité à Berlin, malgré la prise en compte récente de l'importance stratégique de l'Afrique et le fait qu'il s'inscrive dans le cadre d'un soutien aux Nations unies et à l'UE. Selon un diplomate allemand, l'engagement militaire au Mali connaît au moins autant d'opposants que d'adhérents à Berlin, ce qui exigerait un travail aigu du gouvernement pour convaincre les parlementaires et l'opinion publique de sa politique au Sahel. Si pour le moment l'opinion publique n'y accorde pas une trop grande attention, cela pourrait rapidement changer si des soldats allemands venaient à être tués par des actes d'hostilité ou en cas de dommages collatéraux parmi la population malienne<sup>38</sup>. Il est aussi possible que le gouvernement allemand qui émergera des élections de 2017 ne se constitue pas au sein d'une grande coalition et qu'il ne bénéficie donc pas d'autant de liberté que le précédent sur le plan de la politique de Défense.

En conséquence, il semble peu probable que l'Allemagne choisisse d'accroître sa contribution militaire de façon significative au Sahel ou en Afrique en général<sup>39</sup>. Ceci s'envisage d'autant moins que le lien n'est pas forcément évident entre un déploiement accru de l'armée et l'axe prioritaire identifié par le gouvernement pour expliquer son engagement au Sahel, à savoir les migrations. En revanche, sur le plan militaire et sécuritaire, un accompagnement renforcé de l'armée malienne pendant les opérations (mentoring) pourrait constituer un compromis acceptable ; selon l'avis de certains officiers, cela renforcerait la résilience et la combativité des forces locales de façon significative. Ceci contribuerait, à terme, à limiter l'engagement militaire direct afin de responsabiliser les forces locales. Or, il s'agit d'une approche qui, dans la conception allemande, n'est pas anodine et constitue une étape avancée dans spectre de l'emploi de la force militaire. Dans tous les cas, il s'agit d'une idée qui dépasse le cadre franco-allemand puisqu'une telle démarche devrait probablement s'inscrire dans le mandat de l'EUTM Mali ou de la MINUSMA.

En réalité, la question se pose de savoir si l'Allemagne sera à même de maintenir le niveau de son engagement militaire actuel. Les doutes qui émergent renvoient, en premier lieu, aux huit hélicoptères que l'Allemagne a mis au service de la MINUSMA, depuis 2017, après de longues hésitations et qui avaient d'ailleurs entraîné une augmentation du contingent allemand à hauteur de 350 personnes<sup>40</sup>.

L'accord de l'Allemagne avec la MINUSMA prévoit la présence des hélicoptères jusqu'à mi-2018. Or, il semble peu probable que l'ONU trouve des remplaçants alors même que la MINUSMA souffre déjà d'une carence en hélicoptères<sup>41</sup>. Par conséquent, un rapatriement des hélicoptères allemands s'annonce difficile pour Berlin, surtout dans un contexte particulier. En effet, en vue de la candidature de l'Allemagne pour un siège non-permanent au Conseil de Sécurité onusien pour la période 2019-2020 dont les élections devraient avoir lieu en juin 2018, Berlin peinera certainement à mobiliser des arguments en faveur d'un retrait des hélicoptères.

36. « Macron sollicite ses partenaires européens au Mali », *Le Parisien*, 19 mai 2017.

37. Entre sa création en 2013 et janvier 2017, la MINUSMA a perdu 72 soldats dans des attaques.

38. Lors du crash d'un hélicoptère Tigre à la suite d'un problème technique, deux soldats allemands ont été tués en juillet 2017 près de Gao. Ils seraient les premiers soldats allemands à avoir trouvé la mort en opération extérieure depuis 2015.

39. C'est aussi la conclusion de Michael Hanisch, *German Foreign and Security Policy*, op. cit., p. 206.

40. Par conséquent, le parlement allemand a dû augmenter le nombre maximum de soldats mandatés de 650 à 1 000 soldats en janvier 2017.

41. En juin 2016, la Mission disposait de moins d'hélicoptères qu'un an auparavant. Deux unités d'hélicoptères (une unité d'hélicoptères d'attaque à Kidal et une unité d'hélicoptères de manœuvre à Tombouctou) manquaient toujours. Sur les 14 hélicoptères militaires déployés, 11 seulement étaient en état de marche en juin 2017. Voir le *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali*, 6 juin 2017. Entretien avec un officier supérieur de la MINUSMA, Bamako, juin 2017.

## Un choix plus probable : renforcer les capacités des partenaires locaux

Plus qu'un engagement militaire accru de la part de l'Allemagne, l'issue la plus probable consistera en une montée en puissance de la politique de renforcement des capacités des forces de l'ordre au Mali et ailleurs dans la région, par le biais de formations et la fourniture d'équipements. Depuis 2013, le gouvernement a développé un programme à cet effet (Ertüchtigungsinitiative) dont l'idée principale a été par la suite ancrée au niveau de l'UE ( Enable and Enhance , puis Train and Equip)<sup>42</sup>. En 2017, le gouvernement a pour la deuxième année consécutive prévu un fonds budgétaire (130 millions d'euros), conjointement géré par le ministère de la Défense et le ministère des Affaires étrangères, afin de financer des projets à cet effet. Pour le moment, certains pays africains font partie des principaux bénéficiaires, notamment le Mali, le Nigeria et la Tunisie<sup>43</sup>. Un projet au profit du Niger est en cours de préparation pour la fourniture de camions, conjointement avec la France, dans le cadre du soutien pour le G5 Sahel.

Le fait que l'Allemagne et la France aient pris les devants sur ces questions, en dehors du cadre de l'Union européenne, est sans doute un signal fort, en attendant que soient surmontés les divers obstacles légaux et bureaucratiques qui freinaient jusqu'alors la mise en œuvre d'un tel outil au niveau de l'UE<sup>44</sup>.

Au regard de l'incapacité légale et financière des projets de formations (EUCAP Sahel Mali et Niger et EUTM Mali) à satisfaire les besoins exprimés par le Niger et le Mali, et en réponse à la volonté généralisée de voir la montée en puissance de la Force Conjointe du G5 Sahel, il est probable que la coopération franco-allemande dans la matière se voit renforcée. En parallèle, les deux pays poursuivront leurs efforts destinés à convaincre d'autres pays membres de l'UE de se joindre à cet axe de coopération. Une étroite coordination s'impose dans ce domaine pour plusieurs raisons. Premièrement, parce que les gouvernements malien et nigérien ont tendance à accueillir toute aide, sans forcément tenir compte des besoins propres et des exigences de durabilité. Deuxièmement, les équipements de ces armées, notamment des forces maliennes, ont déjà des origines très diverses, ce qui ne renforce pas leur efficacité. Troisièmement, une coordination étroite devrait aussi contribuer à la pérennité des mesures de renforcement, sans pouvoir toutefois la garantir, ce qui est un problème continu dans ce type de coopération<sup>45</sup>.

## CONCLUSION

L'engagement allemand au Sahel, et notamment au Mali, s'est amplifié d'une façon « encore inimaginable il y a seulement trois ans » (J.Y. Le Drian<sup>46</sup>). Avec lui, se développe une coopération franco-allemande inédite sur le continent, en matière de diplomatie et surtout de défense, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. C'est en premier lieu la perception d'un défi stratégique sahélien et un positionnement international qui ont finalement incité l'Allemagne à s'intéresser à la région. Contrairement aux pratiques passées, l'engagement allemand n'est plus, en premier lieu, la conséquence du lobbying des partenaires européens (français ou autres) qui avait comme conséquence, bien souvent, un engagement allemand à la fois réticent et limité. En d'autres termes : la convergence d'intérêts permet aujourd'hui une coopération franco-allemande plus franche et peut-être plus productive. Certes, d'autres enjeux qui dépassent le Sahel sont aussi perceptibles, notamment la volonté franco-allemande de ressusciter le projet de la défense européenne. Pour autant, le défi sahélien est suffisamment pris au sérieux pour écarter l'hypothèse, souvent prédominante dans le passé, que l'engagement au Sahel sert d'abord et surtout à développer et à mûrir une politique de défense européenne en quête de théâtres d'engagement, voire de « laboratoires », afin de lui rendre dynamisme et visibilité.

La coopération franco-allemande fonctionne globalement bien, mais elle reste peu équilibrée. Ceci est surtout évident dans le domaine militaire. Il serait peut-être plus productif de construire une coopération ayant pour objectif d'aller au-delà d'une complémentarité ou encore une simple répartition des rôles qui repose principalement sur les compétences comparatives français et allemands et qui a tendance à associer la France avec l'action militaire dure (contre-terrorisme) et l'Allemagne avec « le développement », le renforcement des capacités, etc.

42. Commission de l'UE, Communication conjointe au Parlement Européen et au Conseil, Renforcer les capacités pour favoriser la sécurité et le développement. Donner à nos partenaires les moyens de prévenir et de gérer les crises, Bruxelles 2015. Voir aussi Thierry Tardy, *Enabling Partners to Manage Crises. From 'Train and Equip' to Capacity-Building*, European Institute for Security Studies, 2015.

43. La Jordanie et l'Irak comptent aussi parmi les pays bénéficiaires.

44. Il s'agit surtout de savoir quand et sous quelles conditions l'UE pourra financer des équipements pour le profit des forces de l'ordre d'un pays tiers.

45. Sans parler d'autres risques comme les violations des droits de l'homme commises par les forces ainsi équipées ou entraînées, ou bien le risque que des équipements tombent dans les mains de groupes armés. Pour le moment, le Mali reste un exemple pertinent dans les deux cas.

46. Jean-Yves Le Drian cité dans : « Défense : Paris et Berlin créent une base aérienne commune à Evreux », *Les Echos*, 10 avril 2017.

Or, il est aujourd'hui reconnu que la stabilisation du Mali et du Sahel ne passe pas en premier lieu par l'action militaire, mais par une combinaison efficace de différents instruments et politiques localement adaptés. Si ce discours est de plus en plus accepté, il reste malgré tout du chemin à parcourir avant d'arriver à un rééquilibrage qui n'exige pas forcément de faire plus, mais d'être plus efficace. Le changement de méthodes qui se trouve au centre de l'idée de « l'Alliance pour le Sahel » est à cet égard intéressant et pourrait faire cas d'école dans d'autres domaines, dans la mesure où il exprime des exigences mutuelles plus fortes entre partenaires internationaux et acteurs sahéliens.

Une plus grande efficacité internationale pourrait exiger aussi un plus grand partage des responsabilités entre la France et ses partenaires, qu'ils soient allemands, européens ou internationaux. L'objectif serait de dépasser une configuration qui fait de la France – à tort ou à raison – le leader des efforts franco-allemands, européens, internationaux au Sahel et qui définit la ligne de conduite internationale. Ceci aidera à pleinement impliquer les Allemands et les autres partenaires qui ne se sentent pas toujours pris au sérieux par leurs homologues français. De façon convergente, il est aussi dans l'intérêt de la France d'atténuer cette impression de domination française car elle prévaut parmi de nombreux acteurs maliens et peut-être nigériens. L'opinion publique dans ces pays a une forte tendance à voir tout acte externe comme émanant de Paris, alors que l'image locale de la France est devenue pour le moins ambivalente<sup>47</sup>.

D'ailleurs, la présence de l'Allemagne et d'autres partenaires connaît des limites pour ce qui est de rectifier la perception au Mali que la France « n'est plus seule » et agit en concert avec la communauté internationale. Ce message politique, tant recherché, est affaibli en ce que l'opération Barkhane est perçue comme le plus puissant instrument qu'un seul acteur extérieur, en l'occurrence la France, ait mis en place au Mali et au Sahel. Par conséquent, tant que l'Opération Barkhane existe, l'image de la prépondérance militaire et politique française persistera au Mali et ailleurs.

Finalement, le tournant africain de l'Allemagne est peut-être aussi une opportunité pour dépasser la seule question sahélienne. La France bénéficierait de ce que l'intérêt allemand pour l'Afrique se consolide au-delà de la situation actuelle (migrations, Sahel, présidence du G20), une perspective qui ne peut pas être automatiquement présupposée, surtout en vue des multiples crises concurrentielles internationales que Berlin pourrait avoir tendance à considérer comme plus importantes. D'où l'intérêt de la France à chercher activement des pistes permettant d'ancrer le continent comme une thématique stratégique dans les relations franco-allemandes et au sein de l'UE, dépassant un intérêt largement focalisé sur des enjeux sécuritaires et en développant des formes de coopérations inter-régionales plus ambitieuses sur des sujets (commerce, environnement, changement climatique) qui ne sont pas moins stratégiques pour l'avenir de l'Afrique et de l'Europe. Le prochain sommet UE-Afrique à Abidjan en novembre 2017 sera une bonne occasion.

**Denis TULL est chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM. Docteur en science politique de l'Université de Hambourg, il est spécialisé sur la gouvernance non-étatique à l'est de la RDC en temps de guerre. Il était chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) de Berlin entre 2004 et 2016. En Afrique, il a vécu et travaillé au Sénégal, en RDC et au Cameroun. Ses recherches portent sur les relations extérieures de l'Afrique, les conflits armés, les interventions internationales et les opérations de paix ainsi que la transformation des États, principalement dans les pays francophones de l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest. Il a publié dans *International Security*, *International Peacekeeping*, *Politique Africaine*, *African Affairs* et le *Journal of Modern African Studies*, une revue dont il est membre du conseil de rédaction.**

Contact : [denis.tull@defense.gouv.fr](mailto:denis.tull@defense.gouv.fr)

47. Les nombreuses théories qui circulent à Bamako sur les intérêts de la France sont à ce titre éloquentes. Voir aussi, pour le cas du Niger, Antonin Tisseron, *Quand la France ne fait plus rêver. L'exemple du Niger*, Institut Thomas More, juin 2016.